

ERESS

Séminaire "Phénomènes urbains et modes de développement :
études de cas africains"

1777-78

Note sur l'urbanisation en Afrique Noire

Yves MARGUERAT (Géographe ORSTOM)

L'Afrique, continent rural ? En regroupant les chiffres disponibles autour des années 1972, on trouve 40 millions de citadins sur 260 millions d'Africains (soit 15%), dont 15 millions environ dans les capitales et très grandes villes. Au rythme de croissance actuel de l'urbanisation, ce chiffre aura au moins doublé à la fin de cette décennie. S'il y a actuellement 25% d'urbains en Afrique Noire (1), on peut penser que la moitié de la population sera dans les villes avant 1990. Ce phénomène devient donc massif et décisif.

I. LA FORMATION DU FAIT URBAIN

A. Aux époques précoloniales, l'Afrique n'ignorait pas les villes, dont certaines (Kano, Kumasi) dépassaient les 100 000 habitants. C'étaient :

1. des capitales d'Etat centralisé (Ségou, Sokoto)
2. des cités marchandes, dont certaines se sont taillé des royaumes pour assurer la sécurité de leurs routes commerciales (Djenné, Tombouctou, Kong) - les villes les plus importantes étant celles qui, comme Kano ou Kumasi, cumulaient les deux fonctions ;
3. des forteresses-refuges, où une population rurale se regroupait pour s'abriter derrière des remparts (Ibadan, Abéokuta et les cités yoruba).

(1) Déjà 40% au Congo, plus de 35% au Sénégal et en Côte d'Ivoire, 30% au Ghana, au Cameroun, au Gabon ...

O.R.S.T.O.M. Fonds Documentaire

N° : 20405 ex 1

Cote : B

4
83 SEP. 1980

Ces villes n'ont duré jusqu'à nos jours que :

- a) dans la mesure où elles ont été reprises en compte par l'administration coloniale
- b) ou bien, si elles ont eu la force d'organiser elles-mêmes leur développement, car très rare mais d'un grand intérêt scientifique (Kumasi).

B. Les villes actuelles sont surtout l'héritage de l'administration coloniale, qui quadrillait méthodiquement les territoires d'un réseau de postes hiérarchisés, qui concentraient toutes les fonctions sociales et économiques. Leur répartition était liée surtout aux contraintes du milieu (forte population hostile, ressources économiques) et surtout des transports (axes fluviaux, ferroviaire, etc.). Si certains postes coloniaux des premiers temps ont périclité, bien rares sont les villes actuelles d'une certaine importance qui ne proviennent pas d'un chef-lieu colonial des premières décennies de ce siècle.

(A l'exception de la Zambie et de Shaba, les mines, comme les plantations, n'ont donné naissance qu'à des "camps", bien équipés en logements, et en services de type urbain, mais sans fonctions régionales, sans relations (ni de domination, ni même d'échange) avec l'espace environnant : ils ne sont donc pas assimilables aux villes, mais forment un troisième mode d'habitat, ni rural, ni urbain).

C. Cette hiérarchie urbaine évolue vers la macrocéphalie

L'activité économique s'est d'abord adaptée à l'armature urbaine créée par l'administration coloniale. Mais depuis vingt ans, une série de mutations - en particulier par le développement du trafic routier - ont rendu inutile le rôle de relais qu'avaient les villes moyennes. Echanges et migrations les court-circuitent désormais et les réduisent à un rôle strictement local, alors qu'une ville unique (la capitale en général portuaire) monopolise toutes les fonctions urbanisantes décisives : administration centrale (les cas de disjonction : Cameroun, Congo ..., montrant que c'est l'élément urbanisant le plus actif), grand commerce,

industrie ... On aboutit, dans la plupart des pays, à une situation de mono-centrisme, où une seule ville compte réellement, dominant directement le territoire (Sénégal, Guinée, Côte d'Ivoire, Gabon, RCA, Angola, Tanzanie, Madagascar), avec quelques rares cas de bi-polarisation (Cameroun, Kenya, Haute-Volta). Seules les très vastes nations (Zaire, Nigéria) ont des systèmes nettement plus complexes.

II. LES CARACTERES ORIGINAUX DE L'URBANISATION AFRICAINE

A. Ce mouvement est plus brutal, plus massif, que partout ailleurs : les taux de croissance des grandes villes africaines sont très fréquemment de 8 à 10% par an (1), voire même de 12%, (soit un doublement tous les 6 ans), rythme qu'Abidjan tient sans défaillance depuis trente ans (40 000 hab. en 1945, 200 000 en 1960, 600 000 en 1970, 1 000 000 en 1975, 1 350 000 en 1978 ... donc sans doute 2 millions en 1981, 4 en 1987). Au Cameroun et en Côte d'Ivoire, l'ensemble de la population urbaine a été multiplié par 2,5 entre 1965 et 1975, avec des croissances très rapides dans de nombreuses villes moyennes, même celles dont les fonctions sont en décadence (ainsi au Sénégal, où l'on voit que la stagnation économique des centres urbains de l'intérieur n'empêche pas leur croissance). B. La jeunesse du phénomène fait que la très grande majorité des citadins n'habitent en ville que depuis peu. Il existe un intense mouvement de va-et-vient entre la ville et la campagne : dans les régions les plus dynamiques, les ruraux sont largement d'anciens citadins (dans des villages du Moyen Ouest ivoirien, 77% des chefs de famille, 66% de ceux des villages situés à 100 km au nord de Yaoundé reviennent de la ville, après un séjour dont la durée moyenne est dans les deux cas de sept ans).

Il y a donc une continuité permanente entre monde rural et monde urbain : tout circule sans cesse, les hommes, l'argent, les biens, les idées... Il faut bien se garder des dichotomies simplistes.

(1) Contre 2,5% dans les villes industrielles de l'Europe du XIXe siècle.

III. ELEMENTS DE PROBLEMATIQUES

A. Cette urbanisation galopante pose de très importants problèmes de milieu de vie urbain, sociaux et techniques, adaptation des hommes et transformations du milieu écologique.

B. La question la plus intéressante est sans doute non pas l'urbanisation mais l' "embourgeoisement" : non pas le seul genre de vie urbain, les comportements créés par la ville, mais la transformation des hiérarchies sociales, par la transformation de classes dirigeantes d'envergure nationale pour qui la ville est un lieu privilégié, siège, source et symbole de puissance. Produit (et non cause) des mutations sociales, la ville est un analyseur très efficace de celles-ci.

C. A l'échelle nationale, l'étude de l'évolution des réseaux urbains permet la mise en lumière des dimensions spatiales des transformations sociales. Les différences d'avec le schéma idéal de macrocéphalie décrit plus haut permet de cerner l'existence (ou l'absence) de pouvoirs locaux ou régionaux qui avancent ou contredisent l'action du pouvoir national. Là encore, le phénomène urbain s'avère un instrument original et pertinent d'analyse de la société, les méthodes comparatives étant là particulièrement fécondes.

	popul. total	Nombre de villes			popul. urbaine	1°ville	2° ville
		100000	50000	20000			
ANGOLA							
1970	5.600 000	1	2	4	730 000	480 000	62 000
BOTSWANA							
1973	700 000			1	30 000	30 000	
BURUNDI							
1970	3 400 000		1	5	205 000	90 000	30 000
CAMEROUN							
1975	7 000 000	2	5	16	1 560 000	450 000	300 000
CONGO							
1974	1 300 000	2		2	500 000	300 000	140 000
COTE D'IVOIRE							
1975	6 700 000	2	2	13	1 670 000	1 000 000	175 000
DAHOMEY							
1970	2 700 000	1	1	3	285 000	140 000	90 000
DJIBOUTI							
1967	125 000		1	4	62 000	62 000	
ETHIOPIE							
1970	25 000 000?	2	1	9	1 400 000	800 000?	220 000
GABON							
1972	550 000		1	1	120 000	80 000	40 000
GAMBIE							
1970	350 000		1		80 000	80 000	
GHANA							
1970	8 600 000	3	3	10	1 740 000	750 000	350 000
GUINEE							
1970	3 900 000?	1	1	3	325 000?	175 000?	60 000?
GUINEE EQ.							
1960	300 000?			2	60 000	35 000?	25 000
GUINEE BISSAU							
1970	550 000?	1			120 000	120 000?	
HAUTE VOLTA							
1972	5 500 000	1	1	1	225 000	120 000	70 000

	popul. total	Nombre de villes			popul. Urbaine	1° ville	2° ville
		100000	50000	20000			
KENYA							
1969	11 000 000	2		4	880 000	510 000	250 000
LESOTHO							
1972	1 000 000			1	20 000	20 000	
LIBERIA							
1974	2 000 000	1			200 000	200 000	
MADAGASCAR							
1976	8 500 000	1	4	3	830 000	450 000	80 000
MALAWI							
1970	4 600 000	1		2	160 000	120 000	20 000
MALI							
1971	5 100 000	1		4	330 000	200 000	35 000
MAURITANIE							
1975	1 500 000	1		2	200 000	150 000?	25 000?
MOZAMBIQUE							
1972	8 500 000	4	?	?	800 000?	400 000	150 000
NAMIBIE							
1972	800 000		1	1	85 000	65 000	20 000
NIGER							
1971	4 100 000		1	3	175 000	90 000	35 000
NIGERIA							
1970	64 000 000?	15?	?	?	6 000 000? a 15 000 000	2 000 000?	750 000
UGANDA							
1969	9 600 000	1	1	3	475 000	330 000	55 000
RCA 1968	2 200 000	1	1	5	520 000	300 000	50 000
RHODESIE							
1973	6 000 000	2	2	3	1 050 000	515 000	320 000
RWANDA							
1970	3 700 000			1	30 000	30 000	
SENEGAL							
1974	4 300 000	4	2	4	1 555 000	1000 000	110 000
SIERRA LEONE 75	3 000 000	1	1	3	450 000	300 000	50 000
SOMALIE							
1970	2 800 000	1	2	1	350 000	200 000	70 000

	popul. total	Nombre de villes			popul. urbaine	1° ville	2° ville
		1000000	50000	200000			
SWAZILAND							
1973	4000 000					15 000	
TANZANIE							
1975	15 000 000	2	3	8	1 080 000	500 000	100 000
TCHAD							
1971	3 800 000	1		3	250 000	150 000	40 000
TOGO							
1971	2 000 000	1		3	270 000	200 000	30 000
..							
ZAIRE							
1970	21 000 000	10	?	?	4 000 000?	1 325 000	430 000
ZAMBIE							
1973	4 600 000	6	2	?	1 500 000?	380 000	310 000
TOTAL							
40 PAYS	262 000 000	72	40	130	39 325 000 = 15%		

LOCALISATION DES SIEGES SOCIAUX

Tableau n° 5

		TOTAL (= 100 %)	1 ^o ville	2 ^o ville si + de 5 %	Autres villes	Etranger
COTE D'IVOIRE	1969	428	74 %	-	8,5 %	17,5 %
	1976	904	83,5 %	-	8 %	8,5 %
CAMEROUN	1969	342	57 %	15,5 %	10 %	17,5 %
	1976	433	56,5 %	20 %	12 %	11,5 %
SENEGAL	1969	451	77,5 %	-	6,5 %	16 %
	1976	541	82,5 %	-	7 %	10,5 %
MADAGASCAR	1976	452	60,5 %	8,5 %	24 %	6,5 %
ZAIRE	"	322	52,5 %	34,5 %	7 %	6 %
GABON	"	245	65,5 %	11 %	5,6 %	18 %
CONGO	"	233	43,5 %	35,5 %	6 %	15 %
CENTRAFRIQUE Est	"	142	74 %	-	7,5 %	19,5 %
BENIN	"	141	83,5 %	-	3,5 %	13 %
TOGO	"	137	79 %	-	3 %	18 %
NIGER	"	120	63,5 %	-	8,5 %	28 %
GUINEE	"	118	83 %	-	10 %	7 %
MALI	"	114	77 %	-	6 %	17 %
TCHAD	"	107	56,5 %	-	3,5 %	29 %
HAUTE-VOLTA	"	105	65,5 %	8,5 %	3 %	23 %
MAURITANIE	"	83	64 %	18 %	6 %	12 %